



Rédaction-Administration:  
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628  
C.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

Abonnements: Nord-P.-de-C.: 150 frs,  
1 an Autres Départ.: 160 frs,  
6 mois: 80 frs.

N° 44

Paraît tous les quinze jours

Prix: 7 francs

Du 1<sup>er</sup> au 15 Février 1949

\* \* \*

# ECHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

## Les Aventures de l'Unité !

CETAIT écrit... et c'en est fait, la Fédération Syndicale Mondiale est passée de vie à trépas.

Il y a assez longtemps que la maladie agonisait, au point que le « dénouement fatal » apparaît comme une banalité. Ce n'est d'ailleurs pas manquer à l'objectivité de prétendre que l'immense majorité des travailleurs ne se préoccupait même pas de son existence.

Malgré tous les efforts de propagande, l'arrêt de mort était signé lorsque ses promoteurs décidèrent qu'UNE SEULE CENTRALE syndicale de chaque pays pourrait adhérer à cette Fédération Mondiale qui, sur le papier au moins, devait réaliser la grande UNITE, cette autre berceuse de la misère qui a permis de nourrir tant d'espérances... et consacrer tant de désillusions !.

C'était rejeter purement et simplement les organisations adhérentes à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, - la C.I.S.C. -, c'était rejeter délibérément une partie importante de la classe ouvrière organisée.

Ce en quoi ils n'avaient pas tort, c'est que dans l'esprit des animateurs de ce mouvement international naissant au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'éviction du syndicalisme chrétien permettait d'éliminer un élément hostile au totalitarisme d'une part; faciliter une action de noyautage du syndicalisme européen de tendance socialisante et de frayer quelques brèches dans les puissantes organisations Anglaises et Américaines, d'autre part.

C'était là encore (et c'est la réalité flagrante) un moyen pour le communisme international d'accentuer son emprise sur le syndicalisme ouvrier et miner à la base les pays qui lui résistent.

Mais, ce qui devait arriver est bien arrivé, et le 19 Janvier, à l'occasion d'une réunion qui se tenait à Paris, les délégués Anglais, Américains et Hollandais sont partis en claquant les portes.

Mineurs, mes camarades, attachez à cet événement l'importance qu'il mérite. Une fois encore, une fois de plus; VOUS POUVEZ JUGER !.

Au moment où cette Fédération Syndicale Mondiale était en voie de constitution, nos camarades de l'Internationale des Syndicats Chrétiens ne se sont pas refusés aux discussions, ils se sont refusés à un marché de dupes. Ils ont tout simplement refusé de livrer le syndicalisme chrétien, LIBRE et INDEPENDANT, aux entreprises de domination politique.

Nos camarades avaient prévu cela il y a trois ans... D'autres ont attendu beaucoup plus longtemps avant de se rendre à l'évidence.

L'aventure de la Fédération Syndicale Mondiale apporte une preuve de plus, - et quelle preuve ! - de la sûreté de notre doctrine, qui exige de notre part une opposition résolue à tout ce qui peut entraîner le syndicalisme à la corporatisme, à l'embrigadement, à placer le monde du travail sous quelque férule que ce soit...

Et si nous revivons par la pensée, les luttes acharnées que nous avons dû soutenir en des temps pas si lointains, nous avons le droit de soutenir aujourd'hui qu'ils sont nombreux dans notre pays et de par le monde, ceux qui NOUS DOIVENT d'avoir pu recouvrer tout ou partie de LEUR Liberté...

Rappelez-vous les temps héroïques où certains de nos camarades se virent interdire l'entrée des puits ou des ateliers, sous prétexte qu'ils brisaient l'UNITÉ OUVRIÈRE !. Aujourd'hui (et ce n'est pas dommage) nous retrouvons - enfin ! - parmi ceux qui parlent de LIBERTÉ SYNDICALE, de syndicalisme LIBRE et INDEPENDANT, des camarades qui, hier, mélaient leur voix à celle des « sirènes » qui hurlaient sans cesse à nos oreilles les appels à la grande embrassade dont ils devaient être les SEULES VICTIMES !.

Comme le temps est bon juge !.

Nous n'en demandons pas tant à la Fédération Syndicale Mondiale, mais l'aventure qui devait être siennne éclairera singulièrement le monde du travail sur toutes les combines qui se camouflent derrière le slogan de l'UNITÉ.

Ah, comme nous avons raison de nous battre...

De nous battre, pour SA Liberté !.

## L'HEURE DU CHOIX ET DU COURAGE

Les récents événements et en particulier la dernière grève des mines ont jeté dans le désarroi beaucoup de nos camarades adhérents à la C.G.T.

Ce désarroi risque d'avoir comme conséquence une désaffection du syndicalisme.

Cependant, c'est grâce aux syndicats que les conditions des classes laborieuses s'améliorent progressivement, et la nécessité d'être groupés est encore plus urgente actuellement qu'il n'a jamais été. Par la voie des comités d'entreprises, les salariés participent à la marche de l'Épuration.

Chacun doit avoir à cœur d'apporter sa contribution loyale et il ne faut pas laisser à un trop petit nombre les tâches difficiles du syndicalisme. Enfin malheur à celui qui est seul !...

C'est aussi dans ces moments

troublés que l'on repare de syndicats autonomes et on cherche à remettre sur pied des organisations qui ont fait faillite et se sont effondrées à la libération.

Ces nouvelles formations sont

par P. BAYON  
Président de la Fédération Régionale de la Loire des Agents des Mines

portées sur les fons baptismaux par les mêmes intrigues... la même incompréhension, les mêmes errements que nous connaissons bien. Peu importe que le réveil soit dur ou qu'il soit très différent de ce que l'on espérait. Peu importe même, le retour en bloc à ce que l'on voulait éviter.

Cependant, actuellement, le nom-

(Suite en page 2)

## DE PLUS EN PLUS NOMBREUX Les Mineurs soutiennent l'action de la C.F.T.C.

Le Bureau de la Fédération Nationale et les délégués des bassins ont tenu une importante réunion à Paris le 15 Janvier

Le Congrès Fédéral tiendra ses sessions à Mulhouse les 4-5-6 Septembre prochain

Coincitant avec le Comité National de la C.F.T.C., une réunion du Bureau de la Fédération Nationale s'est tenue à Paris le 15 Janvier.

A cette occasion, la Commission Exécutive avait décidé que cette réunion serait élargie à la représentation de chaque bassin minier

quelque soit la substance; c'est ainsi que nos camarades mineurs de houille, ardoisiers, mineurs de fer, de potasse, etc... eurent l'occasion de se réunir en ce début d'année.

Après les quelques semaines qui nous séparent du récent conflit des mines, les délégués purent tirer d'utiles conclusions, envisager

l'immédiat tant au point de vue de l'action professionnelle que du point de vue du renforcement de nos organisations de base.

Après un bref rappel des positions de la Fédération Nationale dans le conflit, ses conséquences générales et les propositions du Bureau Fédéral pour améliorer sans

cesse l'équipement fédéral, notre camarade Joseph SAUTY, par des faits précis, démontra qu'un véritable courant de sympathie à l'égard de nos organisations se manifeste chez nos camarades mineurs, qui reconnaissent combien était justifiée notre position dans la grève.

Tout à tour, les délégués exposèrent objectivement la situation dans chaque bassin. Il est aisé de résumer le débat : «... Par sa position objective et réaliste, la Fédération Nationale de la C.F.T.C. a su répondre aux aspirations de la majorité du personnel des mines, la preuve en est donnée par le mouvement de large recrutement qui reflète manifestement cette sympathie envers l'organisation qui sut sauvegarder les intérêts du personnel des mines et ne pas compromettre l'intérêt général ».

Sur ce dernier point, avec des chiffres à l'appui, les délégués apportèrent la preuve que de nouveaux horizons sont ouverts à l'activité des militants de la C.F.T.C., et que les résultats déjà enregistrés augurent bien de l'avenir...

Quant au programme d'action immédiate, il fut défini par Louis DELABY, Secrétaire de la Fédération des Employés, qui insista plus particulièrement sur la nécessité de travailler à l'obtention de réformes profondes, susceptibles de démontrer au personnel des mines que la nationalisation consacre son intégration définitive dans une vaste entreprise qui exige une véritable esprit de collaboration à tous les degrés.

Après avoir relaté dans le détail l'action engagée et poursuivie pour obtenir une décision favorable dans le domaine de la PARTICIPATION DU PERSONNEL AUX BÉNÉFICES, les possibilités de les réaliser, les premiers résultats obtenus grâce à notre action, Louis DELABY exposa nos projets en ce qui concerne notamment :

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS OUVRIERS destinés à devenir PROPRIÉTÉ DU PERSONNEL.

LA REEDUCATION PROFESSIONNELLE DES INAPTES.

Nos camarades pourront lire p. 8

(Suite en page 2)

## Pour changer le climat dans les mines (1)

- 3 -

## La réadaptation professionnelle des silicosés et mutilés du travail

Ce qui fait le plus de peine à un militant syndicaliste, c'est de voir défiler dans nos permanences ces camarades mineurs qu'un accident de travail ou la silicose a rendu inaptes au travail de fond.

Et ce qui est encore plus pénible, c'est de deviner chez ces camarades mutilés ou silicosés, l'impresion que leur carrière de travailleur est terminée et que, ne pouvant plus continuer leur métier de mineur ils n'ont plus de métier et ne sont plus bons à rien.

Ils ont perdu l'espoir de gagner eux-mêmes la vie de leur foyer. Ils sont devenus à la charge de la so-

ciété, inquiets qu'ils sont de savoir comment ils pourront vivre eux-mêmes et faire vivre les leurs, ou tout simplement « végéter ».

Sans doute, ils ont des droits sur la société et à la mine, en particulier, sauf incapacité totale de la

par Louis DELABY

part des ouvriers, on s'efforce de les occuper ici ou là à un travail de manoeuvre quelconque. Mais, c'est justement qu'est là tout le drame pour ces ouvriers diminués physiquement, c'est qu'ils n'ont plus

la possibilité de faire un métier productif, un métier qui leur permette de dire qu'ils gagnent leur salaire.

Ballottés de service en service, proposés pour des tâches où leur santé s'aggrave bien souvent au lieu de s'améliorer, déconsidérés bien souvent parce qu'ils ne peuvent pas rendre le service qu'on attend d'eux, conscients de leur inutilité, ne sachant pas toujours s'adapter à un nouveau travail, nos

(Suite en page 2)

(1) Voir Echo des Mines de Janvier.



Ce rude gars ne sera-t-il pas demain un « Inapte » ?  
Pour sauvegarder sa dignité, nous réclamons la rééducation professionnelle

## Pour nos retraités

Les 15 % d'arrérages

Au moment où ces quelques lignes paraîtront, nous pensons que la situation des retraités sera régularisée, qu'ils auront perçu les 15 pour cent qui leur reviennent en raison de la dernière augmentation des retraites. A cet effet,

par Félix PIERRAIN  
Administrateur de la C.A.N.

les instructions ont été données par la Caisse Autonome Nationale.

C'est donc une affaire réglée tout en regrettant que le vote tardif de la loi sur le relèvement des retraites n'ait pas permis de régler, à l'échéance de Décembre, ce qui n'a pas manqué d'amener quelques perturbations et renous

(Suite en page 2)



# Réunion du Bureau de la Fédération

(Suite de la page 1)

loin la motion adoptée par l'assemblée des délégués qui l'approuveront à l'unanimité. Elle reflète sincèrement les différentes questions qui furent discutées, les mineurs de toutes catégories peuvent se rendre compte qu'aucune question les intéressant n'échappe à la sagacité de nos camarades aux prises, chaque jour, avec les réalités de l'action militante.

Le prochain Congrès fédéral se tiendra les 4-5-6 Septembre prochain à MULHOUSE. Ainsi en a décidé le Bureau fédéral.

Trois mois nous séparent du congrès d'Octobre dernier qui se tint exactement à la veille de la grève générale des mineurs.

Sept mois nous séparent de notre Congrès fédéral de 1949 et déjà, nous avons la certitude que ce sera encore l'occasion, pour notre

Fédération Nationale, d'enregistrer de substantiels progrès qui traduiront l'influence de plus en plus large dont elle jouit au sein de la corporation minière.

Des épreuves douloureuses sont parfois nécessaires, pour mieux faire ressortir les qualités qui animent les organisations qui savent résister aux emprises de la politique, qui savent sauvegarder leur propre liberté d'action pour s'en tenir à l'exercice du véritable syndicalisme ouvrier et ne pas compromettre les libertés ouvrières si chèrement acquises.

En ce début d'année, nous avons la certitude que 1949 permettra aux dirigeants et militants de nos organisations de base, de mener une fructueuse action sur tous les fronts qui se présentent à leur activité.

Nous aurons l'occasion de suivre pas à pas cette action. La classe ouvrière des mines aura à en connaître et pourra l'apprécier.

C'est avec raison, qu'après cette réunion réussie en tous points et sur laquelle nous sommes en droit de fonder de réelles espérances, qu'un camarade pouvait déclarer : « NOUS AVONS EU UNE EXCELLENTE OCCASION DE CONSTATER QUE NOUS N'AVONS RIEN A CHANGER ET QU'IL FAUT CONTINUER ».

Camarades mineurs de tous les coins de France, nous vous répétons la consigne :

RIEN N'EST CHANGE...  
L'ACTION CONTINUE !  
La Commission Exécutive Fédérale

## La motion du bureau fédéral

Le Bureau Fédéral et les responsables des bassins miniers réunis à Paris le 15 Janvier 1949,

Après avoir entendu l'exposé de situation générale dans les bassins miniers après le récent conflit,

Se félicite des positions précises que la Fédération a défendues au cours de ces événements, positions inspirées des justes intérêts des travailleurs des mines et de la Nation.

Le mouvement actuel de recrutement de nouveaux adhérents atteste de l'approbation de l'activité fédérale et le Bureau félicite vivement les militants des syndicats pour ce nouveau témoignage de confiance et de dévouement.

## Les Nationalisations

Appelé à examiner la position des syndicats affiliés devant le problème des nationalisations, le Bureau Fédéral exprime l'opposition de ceux-ci à toutes dispositions ayant pour effet de restreindre les prérogatives des Conseils d'Administration dans lesquels les représentants du personnel sont susceptibles d'apporter une efficace collaboration de celui-ci à la réussite de l'expérience.

Le Bureau Fédéral déclare que, si passant outre aux avertissements donnés, la loi de nationalisation des houillères était ainsi modifiée, les représentants de la C.F.T.C. ne sauraient siéger dans des Conseils à caractère purement consultatif.

## Exercice

### du droit syndical

Prenant connaissance des doléances exprimées au cours des discussions, le Bureau Fédéral proteste avec énergie contre l'opposition de nombreuses Directions de bassins à l'exercice normal du droit syndical et notamment :

a) Les refus opposés à la réception de délégations syndicales,

b) L'appui accordé à la constitution d'organisations nouvelles qui n'ont rien de commun avec le véritable syndicalisme.

Le Bureau Fédéral met en garde la Direction des Charbonnages de France et les Directions de bassins contre les conséquences d'une telle attitude que les syndicats fédérés combattent avec force. Le Bureau Fédéral leur demande instamment de mettre fin à de telles pratiques, en tous points préjudiciables à la paix sociale dans les mines.

Par ailleurs, considérant que la juste représentation des différents organismes représentatifs doit être assurée à tous points de vue, le Bureau Fédéral revendique une fois de plus que l'élection des délégués à la sécurité se fasse avec application de la règle proportionnelle, selon le projet que le Bureau Fédéral a déposé à cet effet.

## Pour la libération ouvrière

Soucieux de contribuer de toutes ses forces à une efficace et fructueuse collaboration, par une intégration sans cesse accrue du travailleur de la mine dans l'entreprise nationalisée le Bureau Fédéral se réjouit de voir aboutir ses revendications portant sur la participation du personnel aux bénéfices qu'une saine gestion doit permettre de réaliser.

Il poursuivra énergiquement son action en vue d'obtenir la construction de logements dont le personnel des houillères pourra devenir propriétaire ; la rééducation professionnelle du personnel atteint d'invalidité, etc...

## Salaires-Prix

Réuni à la veille du Comité National de la C.F.T.C., et se faisant l'écho du mécontentement parfaitement justifié du monde du travail devant l'amenuisement constant du pouvoir d'achat des salaires, le Bureau Fédéral prévient solennellement le Gouvernement des répercussions incalculables de nouveaux troubles sociaux qui seraient rendus possibles si le Gouvernement n'aidait vigoureusement une amé-

lioration sensible du pouvoir d'achat par les mesures qui s'imposent en matière de baisse des prix.

Le Bureau Fédéral fait confiance à la C.F.T.C. pour promouvoir l'action des syndicats, et prendre toutes dispositions propres à aider à la solution de ce problème dont dépendent les conditions générales de vie des masses laborieuses et la Paix Sociale.

## Pour un syndicalisme libre et indépendant

Le Bureau Fédéral assure les syndicats affiliés de son soutien sans réserve. Il félicite chaleureusement ses militants de la discipline dont ils firent preuve au cours du récent conflit et de leur activité présente dans le recrutement de nombreux adhérents nouveaux.

Après avoir pu juger sainement de la fidélité de nos organisations à la classe ouvrière et au véritable syndicalisme ouvrier, les travailleurs qui rejoignent actuellement nos organisations minières apportent le témoignage de l'approbation de l'action de nos syndicats, par une masse ouvrière de plus en plus grande et de la volonté du monde du travail de libérer le syndicalisme de l'emprise politique.

Leur libre adhésion aux syndicats des mineurs de la C.F.T.C. est le plus sûr garant du retour aux saines traditions du syndicalisme ouvrier, à la marche assurée vers le Progrès Social.

oooooooooooooooooooo

## L'action de la Fédération

A la suite de la réunion du Bureau Fédéral, la motion a été transmise au Président du Gouvernement, au Ministère de l'Industrie et du Commerce et à la Direction des Charbonnages de France.

Le 22 Janvier, une délégation conduite par nos camarades Louis DELABY et Joseph SAUTY a discuté les points essentiels de cette motion avec Monsieur Robert LA-COSTE ainsi qu'avec Monsieur DUHAMEAUX, Directeur Général des Charbonnages de France.

La délégation a fait connaître la ferme volonté de la Fédération Nationale de faire respecter les grands principes contenus dans cette motion et de poursuivre la réalisation du programme revendicatif qu'elle contient.

## POUR NOS RETRAITES

(Suite de la page 1)

Chez nos vieux camarades,

### L'IMPOT CEDULAIRE

Nous voudrions donner à nos camarades quelques éclaircissements sur cette question qui les préoccupe à juste titre.

Avec eux, nous ne pouvons comprendre que les salariés en activité ne paient plus cet impôt alors qu'eux-mêmes, avec des revenus moins importants, aient encore été obligés de payer cet impôt à l'échéance de Décembre.

La loi met à la charge de l'employeur, sous une forme facile, le paiement de l'impôt cédulaire payé auparavant par le salarié. Il n'en est pas de même pour le retraité puisqu'il n'a plus d'employeur ; c'est donc vers l'organisme qui leur assure les prestations de retraite qu'il convient de se retourner. En la circonstance, il s'agit pour nous de la Caisse Autonome Nationale.

D'une étude faite par le service de la C.A.N., il apparaissait que la couverture de l'impôt cédulaire pouvait se chiffrer aux environs de 0,60 pour cent des prestations servies.

D'autre part, un décret paru en Janvier stipule que les arrérages de pensions seront payés intégralement et la charge de l'impôt cédulaire supportée par la C.A.N. Si nous sommes d'accord sur ce qui précède, nous ne le sommes plus sur la contribution demandée et qui se chiffre à 3 pour cent des prestations servies.

## La réadaptation professionnelle

(Suite de la page 1)

camarades mineurs silicoisés, en particulier, s'abandonnent au découragement tellement ils ont la sensation d'être devenus des épaves sur le chantier du travail. Et comme l'état physique est toujours fonction de la vigueur morale, ils ne résistent pas à la nouvelle vie plus ou moins humiliante qu'on leur impose.

Exemple, ce brave mineur qui, pendant plus de 20 ans, avait été un spécialiste dans tous les travaux du fond, bovetage, tirage, abattage etc... devenu silicoisé, renvoyé à la surface et à qui, en raison de son état, on avait offert un emploi de jardinier chez un ingénieur et où, en plus des travaux du jardin, on lui faisait faire toutes les corvées du ménage. Las d'accomplir toutes ces corvées plus ou moins humiliantes, dégradantes même pour un ouvrier qui, pendant plus de 20 ans, avait accompli des tâches d'homme, il venait nous demander de l'aider à trouver un autre emploi, N'IMPORTE QUEL EMPLOI, mais dans lequel il pourrait au moins revivre un peu.

Car, il faut le dire, c'est moins encore la diminution du salaire qui les fait souffrir, que la pensée de vivre aux crochets de la société, d'être un « improductif » dans le sens complet du terme.

## Refaire des travailleurs utiles

A'ors que faire ? Si on essaie de leur rendre un métier qui leur rendra le goût du travail et la joie de vivre.

Depuis longtemps, on parle de la réadaptation des mutilés. Des initiatives ont été prises en faveur des mutilés de guerre, des mutilés du travail. Dans les Houillères, on y pense depuis longtemps aussi. Certains groupes ont pris d'eux-mêmes l'initiative d'ouvrir un centre de réadaptation. Pourquoi n'en ferait-on pas une véritable institution ? Il y a là une magnifique œuvre sociale et professionnelle à promouvoir. Il y a là surtout, un devoir de solidarité envers ces travailleurs. Il y a là enfin, une œuvre d'intérêt national qui rendrait au Pays des bras productifs.

De l'avis de techniciens qui se penchent sur le problème, un centre de réadaptation (où l'ouvrier gagnerait un salaire normal) devrait comprendre :

a) Un groupe de culture générale (éducation générale, développement ou perfectionnement des connaissances intellectuelles)

## Le Comité National déclare :

# La CFTC jugera l'action du Gouvernement à ses résultats

Les 15 et 16 Janvier, le Comité National de la C.F.T.C., composé des délégués des Fédérations de Métiers et des Unions Départementales, s'est réuni à Paris pour y tenir sa 81ème session.

Deux questions importantes étaient inscrites à l'ordre du jour :

a - Les réformes de structures de la C.F.T.C.

b - La position de la C.F.T.C. devant la situation générale.

## Les réformes de structure

Au nom de la Commission, Jacques TESSIER exposa le plan de réformes préconisées afin d'assurer une plus grande efficacité de l'action aux divers échelons : lo-

caux, régionaux, fédéraux.

La position de la Fédération des Mineurs avait été fixée la veille, au cours d'une discussion entre les représentants des bassins qui décidèrent de s'opposer à l'application de ces réformes, tout au moins dans le plan initial qui est présenté, lequel semble s'acheminer vers une centralisation excessive.

Au cours de la discussion, sur mandat du Bureau Fédéral, notre camarade Joseph SAUTY intervint pour motiver les raisons de l'opposition de la Fédération des Mineurs au plan qui était soumis au Comité National.

Il convient d'indiquer que la Commission avait présenté son avant-projet pour information et qu'avec l'accord du Comité National, il avait été convenu que ce dernier se prononcerait lors de sa session d'Avril prochain. Il appartiendra ensuite, au Congrès Confédéral, de se prononcer définitivement.

## Situation générale

C'est un magistrat exposé de Maurice BOULAOUX, Secrétaire Général, qui ouvrit une large discussion sur la situation générale.

## Résolution du Comité National

### SALAIRES ET PRIX

Constatant que depuis deux ans le pouvoir d'achat des travailleurs n'a cessé de diminuer comme le montrent l'évolution des indices officiels des prix et des salaires, la confrontation des salaires avec les profits et l'évaluation du minimum vital par les services confédéraux : 13.800 francs au 15 Octobre 1948 15.300 francs au 15 Janvier 1949 Le Comité National de la C.F.T.C. déclare que le rapport Salaires-Prix à la date du 31-12-48 ne peut être accepté comme satisfaisant par les organisations syndicales et que le pouvoir d'achat des salariés et de leurs familles doit être revalorisé d'urgence d'une manière ou d'une autre.

En conséquence, devant la décision prise par le Gouvernement d'un retour au principe du contrôle des prix et d'un nouvel essai pour les stabiliser et les faire baisser, le Comité National, résolu à ne pas engager les travailleurs derrière des promesses non suivies d'effet, déclare que la C.F.T.C. jugera le Gouvernement à ses résultats.

Considérant l'écart qui sépare un décret de blocage ou de baisse de son application effective et durable, le Comité National veut espérer que l'action gouvernementale utilisera tous les moyens à sa disposition :

- Concentration de tous les services de contrôle et de répression en vue d'atteindre les objectifs les plus importants, notamment, la réduction du nombre des entreprises commerciales et la limitation des profits.

- Intégration des restrictions de crédits dans une politique d'ensemble conforme au plan de modernisation et d'équipement visant au plein emploi de la main-d'œuvre et comportant une juste indemnisation du chômage partiel ou total.

- Utilisation énergique de l'impôt comme instrument d'orientation économique et de redistribution des revenus en reconnaissant la nécessité d'accroître, dans l'année 1949, le prélèvement fiscal sur les revenus des non-salariés.

Considérant que les Organisations Syndicales ne sauraient être plus longtemps privées de leur moyen normal d'action, le Comité National demande le retour immédiat à un régime rationnel de conventions collectives de travail comportant :

- Libre discussion des salaires à partir d'un minimum garanti ;

- Conventions nationales avec avenants régionaux et conventions régionales pouvant être élargies en conventions nationales ;

- Procédure obligatoire de conciliation et de médiation, l'arbitrage restant subordonné à l'acceptation préalable des parties.

Considérant que l'insuffisance

## L'heure du choix et du courage

(Suite de la page 1)

bre des organisations syndicales offre un choix suffisant et, parmi elles, la C.F.T.C. a acquis une place indiscutable.

Syndicalistes chrétiens, nous sommes convaincus que toute action et l'action syndicale en particulier, doit s'appuyer sur une doctrine et sur un idéal qui stimule, dirige et oriente la liberté des éléments associés dans le cadre de cette doctrine.

Si nous regardons le passé récent, notre syndicalisme nous apparaît comme le plus sûr, le plus stable, le plus compréhensif et le plus humain aussi. Il se détermine lui-même dans l'esprit social le plus pur, s'appuyant à la fois sur les exigences de la justice et des devoirs, comme sur le respect des

Avec une réelle maîtrise, BOULAOUX refit l'historique de l'action engagée par la C.F.T.C. pour la solution du problème : SALAIRES, PRIX et mit en relief les responsabilités des Gouvernements qui se succèdent ces dernières années.

Au cours de la discussion, de nombreuses interventions eurent lieu, marquant la lassitude des classes laborieuses devant la carence des Pouvoirs Publics qui laissent passer chaque occasion favorable à l'action pour obtenir la baisse des prix.

Cette lassitude est d'autant plus grande que dans sa grande majorité, la classe ouvrière sait qu'elle sera la première victime des hausses de salaires.

Dans la résolution générale, adoptée par le Comité National, nos camarades trouveront un résumé objectif des discussions et des positions fixées par le Comité National et qui conditionnent l'attitude de la C.F.T.C. devant les problèmes évoqués.

La C.F.T.C. jugera le Gouvernement à ses résultats...

Confiant en notre grande Confédération, nos syndicats de mineurs répondront avec discipline à toutes les consignes qui leur seront données.

## LOYERS

Le Comité National approuve la position du Bureau Confédéral sur le problème des loyers. Il rappelle que l'augmentation décidée exige une compensation effective qui soit prendre la forme :

a) d'une adaptation immédiate du salaire correspondant à la revalorisation du loyer.

b) de l'attribution d'une indemnité compensatrice aux économiquement faibles, vieux travailleurs et personnes à charge autres que les enfants ;

c) d'une refonte du régime de l'allocation logement pour toutes les familles disposant d'un salaire unique.

## Plan Monnet, Plan Marshall

Considérant l'impérieux besoin pour la France d'équilibrer ses exportations et ses importations tout en élevant le niveau de vie des populations de la Métropole et de l'Union Française, le Comité National estime qu'il est indispensable de réaliser le plan MONNET dans les délais prévus.

Sur ce point, le Comité National rappelle que le plan MARSHALL doit essentiellement aider à la réalisation du plan MONNET et que les crédits ne doivent pas être détournés de leur fin.

Il constate l'absence d'une participation ouvrière organique à la réalisation de l'administration et au contrôle du plan MARSHALL en France, et il attire sur ce fait l'attention de toutes les confédérations ouvrières qui ont donné leur appui à ce plan.

Le Comité National constate avec satisfaction les succès obtenus par la C.F.T.C. dans les récents scrutins professionnels, notamment, ceux pour les Conseils de Prud'hommes où une centaine de sièges furent gagnés. Il y voit, de même que dans le renouvellement accéléré des cartes confédérales, une preuve de la confiance grandissante des travailleurs dans un Mouvement qui, en toute indépendance, poursuit sans défaillance son action constructive au service de la classe ouvrière et du progrès social.

personnes et des biens. Il contribue au maximum à la réalisation des légitimes aspirations des classes laborieuses ainsi qu'au plein épanouissement de la personne humaine et de la famille.

C'est pourquoi, avec nos nombreux camarades qui restent fidèlement attachés à notre C.F.T.C., nous disons à ceux, trop facilement désespérés, ballottés en tous sens et souvent d'un extrême à l'autre, à ceux qui cherchent, à ceux qui doutent, comme aux timorés : venez avec nous, libérez-nous. EN HOMMES QUI SAVENT CHOISIR COURAGEUSEMENT. Vous trouverez, avec un idéal irremplaçable, les moyens, la fidélité, la persévérance et aussi l'amitié, nécessaires pour préparer un monde meilleur.

P. BAYON



# Les droits des veuves ne pouvant prétendre à pension

(Application de l'article 163 de la loi du 27 Novembre 46)

Nous avons traité, à différentes reprises, dans ces colonnes, des possibilités d'attribution de secours exceptionnel aux veuves et personnes ayant été à charge de pensionnés (concubines) et qui n'ont pas droit à pension de réversibilité.

Qu'est-ce que ce secours extraordinaire ?

Quelles sont les conditions à remplir pour l'obtenir ?

Quel est le montant de ce secours ?

C'est ce que nous allons expliquer ci-dessous.

L'article 163 prévoit le paiement de ces secours extraordinaires aux veuves qui ne remplissent pas les conditions exigées pour ouvrir droit à pension normale. C'est le cas des veuves s'étant remariées

moins de 3 ans avant la cessation de travail du mari, ou encore, certaines veuves qui se sont remariées avec un retraité des mines.

Ce secours est également payé aux personnes qui ont vécu maritalement avec un ouvrier, un employé ou un retraité des mines.

En application de cet article, toutes les veuves ou concubines ne percevant pas de pension de réversion de la Caisse Autonome, peuvent faire valoir leur droit à ce secours. Il convient qu'elles s'adressent à la Société de Secours Minière à laquelle le défunt était affilié. La Caisse de Secours doit transmettre à l'Union Régionale et il appartient à la Caisse Autonome de fixer le taux du secours alloué.

Ces taux de secours extraordinaires sont d'ailleurs fixés par des

barèmes que nous allons publier; ils varient selon le temps pendant lequel la veuve ou la concubine, est considérée comme ayant été à charge de l'ouvrier ou du pensionné, selon également le temps de services miniers du défunt.

Pour avoir droit à ce secours extraordinaire, la personne considérée à charge doit justifier que la durée de l'union a été d'au moins TROIS ans.

Le barème ci-dessous intéresse les personnes ayant été à charge d'ouvrier en activité ou retraité comptant de 3 à 14 ans de services miniers. Nous publierons par la suite les barèmes concernant les ouvriers ou retraités comptant de 15 à 29 ans de services; de 30 à 42 ans.

Pour lire le barème, lire dans la colonne de gauche, le chiffre correspondant à la DUREE de l'UNION. En face et en allant vers la

droite, retenir le chiffre indiqué dans la colonne se trouvant en-dessous du temps de services correspondant à ceux accomplis par le défunt.

Exemple : Pour une personne ayant été à charge pendant 30 ans et dont le mari ou le concubin comptait 10 ans de services miniers, vous trouverez le chiffre de 9.040 francs, montant du secours auquel l'intéressée aura droit.

Indiquons que le secours est ANNUEL et que par décision de la Caisse Autonome Nationale, le montant du secours est égal au montant de la pension de veuve, lorsque la durée de la vie en commun avec le défunt atteint au moins trente ans.

Nous pensons que nos camarades militants pourront utilement user de cette documentation pour aider un certain nombre de veuves à faire valoir leurs droits.

## REponses A DES QUESTIONS POsees

### BOURSES DES MINES

Nous nous excusons de n'avoir pu insérer dans le numéro de la 2ème quinzaine de Janvier les réponses aux demandes de renseignements.

Ce décalage est dû à l'abondance des matières et au temps nécessaire à la composition.

Afin d'assurer à nos correspondants une réponse rapide, nous les prions de nous adresser leurs demandes de renseignements avant le 5 ou le 20 de chaque mois, à la Centrale des Syndicats Chrétiens de Mineurs, Service des Bourses des Mines, 21, rue Piderot à Lens.

vous de votre père jusqu'à son décès, car nous ne pouvons vous répondre que si nous possédons ces renseignements.

M.P. A ANZIN.

DEMANDE : J'ai un fils âgé de 15 ans 1/2. Il poursuit ses études dans un établissement secondaire privé.

Il est en 2ème A. Il se présentera au baccalauréat l'année prochaine. C'est vous dire qu'il « marche » bien. Mais, voilà, l'an passé, la bourse des mines ne fut refusée parce que mon fils fréquentait un établissement privé. Pourtant, ce lui-ci prépare le bacc, comme dans un établissement public. Je ne comprends pas cette injustice. N'y aurait-il rien à faire pour supprimer celle-ci, car l'école fréquentée par mon fils a une valeur notoire et je n'entends pas être obligé de le changer d'établissement pour une question de bourse.

Toutefois, j'ai 22 ans de service dans les houillères et je pense bien avoir le droit de jouir des avantages de la profession minière.

REPOSE : Je comprends votre indignation. Elle est juste et nous l'avons marquée en fixant notre position dans notre Echo des Mines de Novembre 1947 et Mars 1948.

Malheureusement, rien n'est changé jusqu'à ce jour mais nous espérons bien que l'année nouvelle nous donnera satisfaction. Notre action continue en vue de modifier le règlement, cela dépend de la Commission Nationale Paritaire.

Je vous conseille de renouveler constamment votre demande de bourse des mines. Surtout, n'oubliez pas de faire une demande de bourse nationale. (A cet effet, reportez-vous à l'Echo des Mines de la 2ème quinzaine de Janvier).

G.J. à BOULIGNY

DEMANDE : Ma fille prépare son diplôme de puériculture et par la suite son diplôme d'Etat d'institutrice. Pensez-vous que je puisse postuler pour une bourse des mines ?

REPOSE : L'article 31 du Statut du Mineur précise bien que l'attribution de bourses d'études est destinée à faciliter aux enfants des agents des mines, l'accès aux emplois supérieurs de ces exploitations.

Il est évident que les études que poursuit votre fille ne sont pas faites dans ce but. En conséquence, la demande que vous feriez serait refusée, comme vous pouvez le penser.

O.W. à DOURGES

DEMANDE : Mon fils a passé l'examen des bourses des mines le 26 Juin dernier. Il n'a pas été admis. Par contre, en Juillet, il fut reçu dans les premiers à l'examen d'entrée en 6ème d'un collège moderne. Pensez-vous que je puisse présenter une nouvelle demande de bourse pour l'année scolaire 1949-50 ?

REPOSE : Oui, il faut faire une nouvelle demande. L'attribution d'une bourse pour les élèves en cours d'études étant basée sur les résultats de l'année scolaire écoulée, si votre fils se classe au moins dans le 1er tiers de sa classe, puis, qu'il remplit les conditions d'âge, il est plus que probable que vous obteniez une bourse des mines pour lui. Mais surtout, n'oubliez pas de faire une demande de bourse nationale.

Victor VANLERENBERGHE

### RETRAITES

Monsieur X... de MARLES

DEMANDE :

Si la période passée dans le Maquis en 1943 et dans les Forces Françaises Libres jusqu'en 1945 entrera en compte pour le calcul de sa pension de la Caisse Autonome.

REPOSE : Oui, le temps de services dans le Maquis et les F.F.L. entrera en compte comme période de travail ou bénéficiant de l'exonération des versements à la C.A.N. Nous attirons votre attention sur le fait qu'il est de votre intérêt de faire établir les pièces nécessaires à la justification de ces services au cas où ceux-ci ne figureraient pas sur votre livret militaire ou sur le certificat de situation militaire que vous seriez appelé à demander plus tard pour justifier de ces services.

A titre de précaution, demandez que ces certificats soient établis

deux points.

Nos camarades du bassin du Nord-Pas-de-Calais interviennent sur ces questions auprès de la Direction Générale du Bassin; nous incitons vivement nos camarades des autres bassins à intervenir dans le même sens.

Note de la Rédaction

en double exemplaire.

Pour la seconde question posée, n'hésitez pas à consulter Maître DUBOUT, Avocat, rue de Lille à BETHUNE. Il vous sera d'une aide précieuse.

Monsieur A.R. à BULLY

DEMANDE :

Si le service militaire entre en compte pour la pension normale à 55 ans, pour l'Allocation Spéciale ainsi que pour l'attribution de la médaille militaire. Si oui, dit-il, pourquoi n'entre-t-il pas en compte pour le calcul des majorations d'ancienneté ?

REPOSE : Nous sommes bien d'accord avec vous et nous ne nous sommes pas fait faute d'intervenir pour obtenir la suppression de cette anomalie. Il en est une autre, c'est que les services retenus pour le calcul sont ceux accomplis après l'âge de 18 ans...

Malgré les dispositions favorables, le service militaire est encore considéré comme une rupture de contrat de travail...

Nous poursuivons notre action.

Imprimerie Coopérative de la Centrale rue Diderot, - Lens.

Le Gérant : J. SAUTY

# Echo-Documentation

## Barème des Secours extraordinaires dans le cas des personnes à charge d'ouvriers ou d'employés comptant de 3 à 14 ans de services miniers

Durée de l'union	Durée des services miniers du défunt											
	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans
3 ans	1.200	1.600	2.000	2.400	2.800	3.200	3.600	4.000	4.400	4.800	5.200	5.600
4	1.280	1.720	2.160	2.560	3.000	3.440	3.880	4.280	4.720	5.160	5.600	6.000
5	1.360	1.840	2.280	2.760	3.200	3.680	4.120	4.600	5.040	5.520	5.960	6.440
6	1.480	1.960	2.440	2.920	3.440	3.920	4.400	4.880	5.360	5.880	6.360	6.840
7	1.560	2.080	2.600	3.120	3.640	4.160	4.680	5.200	5.720	6.240	6.760	7.240
8	1.640	2.200	2.760	3.280	3.840	4.400	4.920	5.480	6.040	6.560	7.120	7.680
9	1.720	2.320	2.880	3.480	4.040	4.640	5.200	5.760	6.360	6.920	7.520	8.080
10	1.840	2.440	3.040	3.640	4.240	4.840	5.480	6.080	6.680	7.280	7.880	8.520
11	1.920	2.560	3.200	3.880	4.440	5.080	5.720	6.360	7.000	7.640	8.280	8.920
12	2.000	2.680	3.320	4.000	4.680	5.320	6.000	6.680	7.320	8.000	8.680	9.320
13	2.080	2.800	3.480	4.160	4.880	5.560	6.280	6.960	7.640	8.360	9.040	9.760
14	2.160	2.920	3.640	4.360	5.080	5.800	6.520	7.240	8.000	8.720	9.440	10.160
15	2.280	3.040	3.760	4.520	5.280	6.040	6.800	7.560	8.320	9.080	9.840	10.560
16	2.360	3.160	3.920	4.720	5.480	6.280	7.080	7.840	8.640	9.440	10.200	11.000
17	2.440	3.240	4.080	4.880	5.720	6.520	7.320	8.160	8.960	9.760	10.600	11.400
18	2.520	3.360	4.240	5.080	5.920	6.760	7.600	8.440	9.280	10.120	10.960	11.840
19	2.640	3.480	4.400	5.240	6.120	7.000	7.880	8.760	9.600	10.480	11.360	12.240
20	2.720	3.600	4.520	5.440	6.320	7.240	8.120	9.040	9.960	10.840	11.760	12.640
21	2.800	3.720	4.680	5.600	6.520	7.480	8.400	9.320	10.280	11.200	12.120	13.080
22	2.880	3.840	4.800	5.760	6.760	7.720	8.680	9.640	10.600	11.560	12.520	13.480
23	2.960	3.960	4.960	5.960	6.960	7.960	8.920	9.920	10.920	11.920	12.920	13.880
24	3.080	4.080	5.120	6.120	7.160	8.160	9.200	10.240	11.240	12.280	13.280	14.320
25	3.160	4.200	5.240	6.320	7.360	8.400	9.480	10.520	11.560	12.640	13.680	14.720
26	3.240	4.320	5.400	6.480	7.560	8.640	9.720	10.800	11.880	12.960	14.040	15.160
27	3.320	4.440	5.560	6.680	7.760	8.880	10.000	11.120	12.240	13.320	14.440	15.560
28	3.440	4.560	5.720	6.840	8.000	9.120	10.280	11.400	12.560	13.680	14.840	15.960
29	3.520	4.680	5.840	7.040	8.200	9.360	10.520	11.720	12.880	14.040	15.200	16.400

## Chez les Employés des Mines...

## L'action de notre Fédération pour la CAREM

Poursuivant inlassablement son action pour l'aboutissement du projet de retraites complémentaires, une délégation du Bureau Fédéral National vient d'avoir, les 5 et 14 Janvier, deux nouvelles et longues entrevues à la Direction du Ministère des Finances.

Au cours de la première entrevue, l'accord se fit sur les deux points suivants :

1. Maintien du taux des retraites prévues par le projet adopté par l'Assemblée de France (jusqu'à 150), les Ministères voulant abaisser sensiblement le taux de retraites pour les employés dont le coefficient de qualification se situe entre 150 et 200.

2. Fixation à 95 pour cent de la retraite normale du taux de la pension des anciens employés n'ayant jamais cotisé à la C.A.R.E.M. (Chacun sait que les Ministères ne voulaient donner que 90 pour cent).

Mais le gros litige demeurerait la question de l'âge; les représentants des Ministères voulant absolument fixer l'ouverture du droit à la retraite à 60 ANS.

Au cours de la deuxième réunion qui eut lieu le 14 Janvier, notre délégation justifia avec tous arguments à l'appui, la prétention légitime du personnel de la surface à la retraite à partir de l'âge de 55 ans.

Après deux heures de discussion, tous les arguments ayant été opposés de part et d'autre, le Directeur du Cabinet de M. PETSCHE déclara que pour en finir, il acceptait de proposer au Ministre la transaction suivante :

« A titre provisoire, l'ouverture du droit à la retraite complémentaire est fixée à 58 ans. Cet âge pourra être abaissé si les résultats financiers des deux premières années d'application de la présente mesure le permettent. »

« La limite d'âge (55 ans) et la durée d'affiliation (30 ans) pour avoir droit à une retraite normale le sont diminuées d'un an pour chaque période de 3 ans de services au fond, dans les services du jour où les agents de maîtrise légitimement délégués ont participé à la campagne de lutte en temps de guerre, sans pouvoir cependant être abaissés en dessous de 50

ans d'âge et 25 ans d'affiliation. » Toutefois, lorsque l'employé ou l'agent de maîtrise aura 50 ans de services miniers dont 20 années au moins de services au fond, cette limite d'âge pourra être abaissée à 50 ans. »

C'est un premier et grand pas vers la reconnaissance des droits des Employés. Si le projet est adopté tel quel par le Gouvernement, c'est l'espoir assuré de pouvoir ramener progressivement l'âge de la retraite à 55 ans.

Mais, soucieux avant tout de respecter la volonté des employés, nous avons soumis un amendement complémentaire qui permettrait, même avec le texte ci-dessus,

aux employés qui le désirent, de partir à 55 ans en attendant que la situation de la Caisse assure définitivement l'âge de 55 ans.

La parole est maintenant au Gouvernement. Saut nouvel imprévu, la décision doit intervenir dans les prochains jours. Nous avons conscience que notre Fédération a fait tout son devoir pour sauvegarder LES DROITS DE TOUS LES EMPLOYES, TECHNICIENS, ET AGENTS DE MAITRISE SANS DISTINCTION, AUSSI BIEN DES JEUNES QUE DES ANCIENS, DE CEUX QUI N'ONT JAMAIS COTISÉ QUE DE CEUX QUI COTISENT A LA C.A.R.E.M.

Notre acharnement à défendre

## ENFIN, revoilà l'allocation de maternité aux étrangers

Par une réponse du Ministre du Travail à une question posée par un parlementaire, le Journal Officiel du 22 Décembre 1948 nous apporte la promesse formelle que sera rapidement discuté le projet de loi accordant le paiement de l'allocation maternité aux parents étrangers ayant fait naturaliser leur enfant dans les six premiers mois qui suivent sa naissance.

En effet, la loi du 22 Août 1946 stipulait, dans son article 4, que l'allocation maternité ne peut être attribuée qu'à l'occasion de la naissance d'un enfant qui possède la nationalité française au moment de la naissance. Cette allocation se trouve donc refusée systématiquement pour tous les autres cas.

Lors de notre Congrès de 1948, la question fut très justement agitée et il fallut de nombreuses démarches, tant auprès des ministères intéressés qu'auprès des organismes de Sécurité Sociale, pour que nous ayons enfin des engagements formels et l'assurance que satisfaction sera obtenue...

Bien sûr, cette promesse Ministérielle ne suffira pas à faire relâcher notre vigilance et nous ne manquerons pas d'intervenir sans délai, afin qu'au moment de la discussion devant l'Assemblée Nationale, soient sauvegardés les droits des enfants naturalisés en 1948-49, puisque l'allocation maternité fut

supprimée au début de l'année 48 et certains ouvriers ayant dû rembourser les sommes perçues à tort. C'est d'ailleurs vers une refonte importante de la loi sur les Allocations Familiales que nous devons nous orienter.

Citons, pour exemple, l'article 10 de la loi du 22 Août 1946 qui assimile à l'enfant poursuivant ses études, l'enfant du sexe féminin qui vit sous le toit de l'allocataire ou de son conjoint et s'y consacre exclusivement aux travaux ménagers et à l'éducation d'au moins deux enfants de moins de dix ans à la charge de l'allocataire. Il est exigé cette condition supplémentaire que la mère se trouve dans l'obligation de travailler, quelle soit décédée ou qu'elle ait quitté le domicile conjugal, ou bien enfin, qu'elle se trouve dans l'incapacité physique de se livrer aux soins du ménage, soit par maladie, soit à cause du nombre des enfants à charge.

Que de conditions ne faut-il pas remplir pour obtenir le moindre soutien, et pourtant !

Nous avons connu le cas d'une famille où il restait deux enfants d'âge scolaire, l'aînée de 16 ans poursuivant ses études et la mère paraissant jouir d'une excellente santé... Allocations familiales et allocation de salaire unique étaient payées...

Contrairement à toute attente,

les droits acquis de TOUS LES EMPLOYES vient de remporter un résultat appréciable. Nous continuons INCESSAMMENT NOTRE ACTION JUSQU'AU SUCCES DEFINITIF.

Le Secrétariat Fédéral National

## La C.A.R.E.M Lorraine

Notre camarade Oscar EISCH, OFF. Président du Syndicat des Employés des Mines du Bassin de Lorraine a exposé longuement la situation des employés de la Moselle qui, depuis toujours, ont leur caisse de retraite particulière d'employés et à renouveler la volonté de tous ses collègues de maintenir l'autonomie de leur caisse dans le cadre du régime général.

Par principe, les représentants des ministères se sont opposés à cette autonomie, mais ils ont demandé à notre camarade de faire un rapport au Ministre des Finances, ce qu'il a fait immédiatement.

la mère vint à décéder... L'aînée de 16 ans dut cesser ses études et, tout en se consacrant aux soins du foyer, elle se préoccupa de l'éducation d'UN SEUL enfant d'âge scolaire... Résultat ? L'allocation de salaire unique était seule payée.

Nous ne pouvons accepter une telle situation et nous n'avons pas manqué d'intervenir pour remédier à de telles lacunes. Espérons que le législateur aura à cœur d'y remédier...

Quant à nous, nous restons fidèles à l'esprit familial de la C.F.T.C., René DELATTRE

## A propos des majorations d'ancienneté

De nombreux camarades nous écrivent au sujet des injustices relevées dans le paiement des majorations d'ancienneté.

Il s'agit d'abord du paiement de ces majorations aux ouvriers du fond remontés en surface pour incapacité physique et à qui ces majorations sont payées au barème du jour.

C'est ensuite la révision SEMESTRIELLE des majorations et de ce fait des camarades perdent parfois plusieurs mois avant de bénéficier d'une nouvelle majoration de



# BASSIN DE PROVENCE

## UNE VISITE NOCTURNE (suite)

Dans un précédent article, nous avons vu que la C.G.T., qui nous traite aujourd'hui de syndicat «squelettique», s'était pourtant donné la peine de déranger ses témoins pour demander à un Chanoine d'accompagner deux dirigeants du P.C. d'Aix-en-Provence chez notre camarade Barthélémy, Secrétaire Régional de notre Syndicat.

Ce n'est pas tout, car une seule visite n'a pas suffi à la C.G.T. qui se dit pourtant GRANDE et PUIS-SANTE.

Ces braves cégétistes pourraient ils nous expliquer, puisque nous sommes si petits et si faibles, pourquoi sont-ils venus nous revoir chez nous, au siège de notre syndicat, 8, Cours Ferrer à Grasse, et cela, à deux reprises différentes après leur visite nocturne.

Ils sont venus le 19 Octobre en délégation composée des camarades COMITTE et POZZADO de l'U.D. des Bouches-du-Rhône, accompagnés de l'un des deux dirigeants du P.C. d'Aix en Provence.

Ils sont venus le 21 Octobre avec en tête de la délégation, le camarade MILES, Secrétaire Régional des Mineurs C.G.T., BARATINI, EMMANUELLI du Syndicat C.G.T. de Grasse, accompagnés tous deux du dirigeant du P.C. d'Aix.

Ils étaient tellement sûrs de la victoire, qu'ils voulaient, nous ont-ils déclaré, nous faire partager le

«Gâteau» de cette victoire.

Croyez-vous, camarades mineurs, qu'un Syndicat vraiment «squelettique» vaille réellement la peine de trois dérangements ? et que's dérangements !

Croyez-vous que la véritable raison de leurs visites était de nous faire partager le Gâteau de la Victoire ? ?

Bien sûr, mais celui qui croirait une pareille blague, car non seulement ils ne partagent rien avec les autres, mais n'ont-ils pas le courage de s'attribuer à eux seuls les fruits de l'action que nous menons chaque jour.

De plus, et cela soit dit en passant, le Comité de Grève nous doit encore 8 litres d'essence que nous avons prêtés, bien volontiers d'ailleurs aux camarades d'Aix qui accompagnaient la délégation le 21 10-48. Le lendemain, cette essence devait nous être rendue ! Hélas, 4 mois se sont écoulés... et l'essence non rendue. OUBLI, peu-être ?

La véritable raison de leurs visites répétées n'échappe aux yeux de personne, car la C.G.T. si GRANDE et si PUISSANTE soit-elle aux yeux de certains, a donné la preuve formelle de l'INFLUENCE que la C.F.T.C. possède dans nos Mines et que dans la vie, comme dit le proverbe, «on a souvent besoin d'un plus petit que soi».

LE SYNDICAT

## Chez les Employés

### EST-CE VRAI ! ! ? ?

Voici quelques jours, un (car il y en a plusieurs) Ingénieur principal des Houillères du Bassin de Provence, fit appeler le secrétaire régional du Syndicat des mineurs de la région provençale, pour l'informer du nouveau calendrier des paies et lui indiquer la nouvelle façon de procéder pour le calcul des heures supplémentaires ainsi que la nouvelle façon de procéder au décompte des salaires.

Depuis plus d'un an, nos camarades ouvriers réclamaient la mise en pratique du calcul des heures supplémentaires selon la circulaire «LECOEUR», c'est-à-dire à la semaine. Cette revendication n'a pas été vaine, les démarches multiples ont enfin porté leur fruit. Un an, c'est un peu long, mais quand on a une satisfaction, on respire tout de même. Ouf !

Ce qui est dû est bien dû, et nos camarades ouvriers ont eu raison de réclamer leur droit. La direction ne peut pas nous empêcher de revendiquer par ces si «petits» mots : «Votez le Ministre, je ne puis outrepasser ce que me permet la législation en vigueur».

A nous maintenant employés, de faire valoir nos droits. Nous avons trop souvent entendu et nous oreilles en sont meurtries, ce refrain : «Les administratifs ça ne sert à rien, ils sont trop nombreux, il va falloir en diminuer le nombre». Harro sur le bandit ! ! du Ministre au plus petit des responsables de Bassins.

Croyez-vous, Messieurs, que les Administratifs ont la planque ? A chacun son métier, mais quand on ignore presque totalement le travail que doivent fournir nos Camarades de Bureau (que l'on va jusqu'à leur donner le titre d'IMPRODUCTIF), quand on leur complique le travail par de nombreux arrêtés, il vaudrait mieux d'abord commencer par essayer d'en faire autant.

Oui, les Heures Supplémentaires vont être calculées à la semaine, car aucune circulaire n'est venue annuler celle qui figurent sur cette LISTE, nous nous en référons à qui de droit, mais la morale de l'affaire nous oblige à conclure que la VERITE et la FRANCHISE veulent que les sources respectées M.M. par un INGENIEUR PRINCIPAL, La Commission Technique.

## Syndicat de Ronchamp

Qui aurait dit qu'un jour il y aurait un syndicat adhérent à la C.F.T.C. à Ronchamp ? ?

Evidemment, pour les uns il n'y aura là rien que de très naturel... pour d'autres, cela frise le «scandale» !!

Pensez donc, Ronchamp, le pays «rouge» sous le tourbillon des poussières noires de la mine, de la Centrale et des usines...

Ronchamp, fief cégétiste qui se croyait impenétrable derrière ce mur de l'Atlantique et qui, aujourd'hui en est réduit comme l'autre au rôle de mur des larmenations !!

La C.F.T.C. qui eut l'audace de lancer sa fameuse propagande à vu en une année ses effectifs augmenter dans des proportions énormes et voici que cette épidémie atteint les min.s, même celle de Ronchamp.

Résultat : Un Syndicat Libre des Mineurs de Ronchamp et environs

est constitué et en voici les responsables :

Président : Jules JUIF  
Secrétaire : Théophile OGOR  
Trésorier : Jean VYRVAS  
Assesseur fond : Henri VALTIO, mineur.

Assesseur jour : Alfred ROSA, machiniste.  
Responsable jeune : Théophile ZELINSKI.

Camarades mineurs et employés, soyez fiers d'avoir compris que votre devoir et votre intérêt était de venir vous grouper au sein de la C.F.T.C., dans un syndicat LIBRE et INDEPENDANT.

Il reste pour nous à convaincre et conquérir les hésitants...

Tous au travail et notre syndicat des Mineurs de Ronchamp sera ce que vous voulez qu'il soit : UNE FORCE AU SERVICE DE LA JUSTICE ET DE LA FRATERNITE OUVRIERE.

Le Bureau Syndical.

## SECTION DU Puits HÉLY D'OISSEL

Le dimanche 9 Janvier 1949 s'est tenue à Grasse, dans la salle de la Mairie, l'Assemblée Générale de la section syndicale du puits Hély d'Oissel.

Malgré le mauvais temps et l'épidémie de grippe, de nombreux camarades assistaient à cette réunion.

Notre camarade HONORAT Auguste ouvrit la séance en souhaitant la bienvenue et en présentant les vœux pour l'année nouvelle au nom de la section, à tous nos adhérents et à leur famille. Il le fit simplement, en termes chaleureux et fraternels qui caractérisent bien l'esprit qui nous anime à la C.F.T.C.

Après avoir entendu la lecture des comptes-rendus moral et financier de l'année écoulée, présentés successivement par nos camarades BARTHELEMY et RIQUELME Louis, et après discussion, l'Assemblée les approuva à l'unanimité.

L'Assemblée passa ensuite à l'examen des questions diverses : modification des statuts du Syndicat, taux des cotisations syndicales pour l'année 1949, etc...

Avant de se séparer, l'Assemblée approuva à l'unanimité la motion suivante :

«Réunis en Assemblée Générale

annuelle le dimanche 9 Janvier 1949, la Section Syndicale C.F.T.C. du Puits Hély d'Oissel approuve à l'unanimité les rapports financier et moral présentés par nos camarades Riquelme et Barthélemy».

Se réjouit des résultats obtenus par le syndicat au cours de l'année écoulée sur le plan local et régional, pour la défense des intérêts des travailleurs.

Manifeste son attachement et toute sa sympathie à ses dirigeants Locaux, Régionaux et Nationaux pour la conduite qu'ils ont eue durant les deux mois de grève imposée aux mineurs par la C.G.T., grève qui, grâce à la C.F.T.C. a pu être épargnée à la majorité des mineurs du Puits Hély d'Oissel à Grasse.

L'Assemblée Générale approuve et félicite la Fédération Nationale des Syndicats Chrétiens de Mineurs pour la position qu'elle a prise durant les dernières grèves.

Elle assure la Confédération de tout son appui et lui fait confiance pour solutionner le problème urgent des salaires et des prix et assurer la revalorisation du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

La Commission Exécutive de la section du puits Hély d'Oissel

## Après une élection,

### ensemble préparons-en une autre !

Le 19 Janvier, à l'occasion des élections de la Commission Paritaire Locale, les candidats C.G.T. ont obtenu :

les candidats F.O. : 338 voix  
les candidats C.F.T.C. : 341 voix

C'est un beau résultat qu'ont obtenu nos candidats, car il y a quelques années, la C.G.T. obtenait plus de 400 voix que la C.F.T.C. aujourd'hui il n'y a plus que 126 voix de différence.

Cependant, ces résultats ne sont pas suffisants, car sur 1291 inscrits, 83... au vote et 413 se sont abstenus.

Il y a encore trop d'électeurs qui par dégoût n'expriment pas leur volonté : ces camarades ont tout d'agir de la sorte car en agissant ainsi, ils trahissent, sans le vouloir peut-être, mais d'une façon ré-

elle, leurs propres intérêts.

Dans quelques jours vont avoir lieu les élections au Comité d'Entreprise ; ces élections étant à la proportionnelle, la C.F.T.C. doit sortir victorieuse de ce scrutin.

C'est tous ensemble que nous assurerons cette victoire. Il faut que chaque adhérent et chaque sympathisant se sente responsable du succès de leur syndicat.

Camarades Mineurs, soyez disciplinés ; comme un seul homme, répondez présent à l'appel de la C.F.T.C.

Comme un seul homme, votez et faites voter pour la liste C.F.T.C. Le mot d'ordre doit être : «TOUS AUX UNES» car s'abstenir c'est trahir.

Le Secrétaire Régional  
J. BARTHELEMY.

## Bourses des Mines

Réunis le 13 Décembre 1948 pour l'attribution des Bourses des Mines la Commission Paritaire Régionale a décidé :

1) La constitution d'une Sous Commission chargée spécialement de s'occuper de la question des «Bourses des Mines». Elle est composée ainsi :

EN. MM. Banrand, Yvon, Veay.

PERSONNEL : MM. Cortot, (F.O.)  
Lorant, (C.F.T.C.)  
Milesi (C.G.T.)

2) Elle a émis le vœu que l'on attribue à tout enfant du personnel des mines, une bourse de scolarité quelle que soit sa situation de famille, étant bien entendu que les notes des intéressés doivent être

supérieures à 13 ou 14, ou leur classement dans le tiers de la classe assurée ; seule la bourse d'entretien serait alors examinée en fonction du gain des parents.

3) Elle émet le vœu que le libre choix des établissements scolaires soit laissé aux parents et que seuls la situation de famille et résultats scolaires servent de critère pour l'attribution d'une bourse des Mines. Ceci posé, elle décide d'accorder pour l'année 1948-1949, des bourses aux enfants qui le méritent, même s'ils fréquentent des établissements privés.

4) La Commission se prononce en faveur de l'attribution pour l'année 1948-1949 de 33 bourses à des jeunes gens et 8 bourses à des moiselles.

## Liste des enfants ayant obtenu une bourse

Balansino Gilbert.	A.F.C.	Giordano Aimé.	Gardanne
Maisre il	Valdonne	Recottet Rémy.	Valdonne
Roubaud Jean.	Grasse	Rossi Louis.	D.C.
Lucas Joseph.	Grasse	Guérin Maurice.	A.F.C.
Vasquez Jean.	Grasse	Pitomez Ga y-Noel.	A.F.C.
Bourelly Ferdinand.	Grasse	Ranc Noël.	M d a u e
Brun Auguste.	A.F.C.	Enrico Georges.	Gardanne
Planlevin Benvenuto.	Meyreuil	Matteozzi Licio.	Gardanne
Ploutier Marcel.	Meyreuil	Matteozzi Amédée.	Gardanne
Bianchi Claude.	Grasse	Margallan Robert.	A.F.C.
Toni Jean.	La dame	(sous réserve d'un nouvel examen)	A.F.C.
Lonz Maurice.	S.S. Minier	Paillet Maurice.	A.F.C.
Gras Max.	Gardanne	Pedras Bernard.	A.F.C.
Saut Gérard.	D.C.		
Imbert Roger.	Valdonne		
Abache, Geor es.	Meyreuil	Bonnefoy Maryse.	Gardanne
Ghio Armand.	A.F.C.	Bois d'ass n	Bois d'ass n
Salini Paul.	A.F.C.	Richard Suzanne.	Direction Générale
Monier Gilbert.	Grasse	Boyadian Lucie.	Gardanne
Golen Léon.	Meyreuil	Melmont Blanche.	Grasse
Golen Henri.	Meyreuil	Molines Simone.	Grasse
Brun Lucien.	Gardanne	Julien Josette.	Direction Générale
Martin Georges.	Grasse	Silva Mireille.	Valdonne

## Section du Puits Biver

La section de Biver remercie le Comité de la colonie Tchecoslovaque pour son amable invitation et l'accueil réservé à nos camarades représentant le syndicat chrétien, lors de l'Arbre de Noël organisé en faveur des enfants de mineurs tchecoslovaques.

A ce propos elle se fait un plaisir de publier ci-dessous le petit compte-rendu de cette soirée à l'intention de nos camarades tchecoslovaques.

Les dirigeants de la colonie Tchecoslovaque de Marseille et de Biver ont organisé le 2 Janvier 1949 un Arbre de Noël pour les enfants des mineurs tchecoslovaques, sous la présidence de M.

Huvés Wladislaw, Consul de la République Tchecoslovaque à Marseille.

Notons la présidence de M. Liantaud adjoint au Maire de Gardanne, de M. Perroy ingénieur aux Houillères de Provence et de nombreuses familles de Marseille. Les organisations syndicales étaient également représentées.

Après les distributions de jouets, vêtements chauds et chaussures, enfants et grandes personnes furent conviés à un goûter composé de gâteaux et boissons offert par la colonie.

La soirée s'est terminée par un bal magnifique au grand contentement des grands et des petits.

## Notre Grande Famille...

### NAISSANCES

Nous apprenons avec joie la naissance de :

Marie-France, 4ème enfant au foyer de René CHUTET, des mineurs de La Machine (Nièvre).

Alain et Mauricette, au foyer de Eugène DELHORME, de la section de Liévin-Centre.

Jean-Luc, au foyer de Michel PONTIE des employés de Lens.

Geneviève, au foyer de Jacques LECLERCQ, des employés de Lens.

Monique, au foyer de Fernand LEFEBVRE, des employés, Lens.

Monique, au foy. de Albert VAN-DEWORDE, des employés de Lens.

Gérard, au foyer de Paul CORNET, des techniciens de Béthune.

Colette, 2ème enfant au foyer de Jean PRONNIER, de Liévin-Centre.

Jean-Louis, au foyer de notre camarade TRAUSEN, sect. de Thiers.

Evelynne, au foyer de Francis GAY, de la sect. de Moncheourt.

A nos camarades, aux vaillantes mamans, nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux-nés, nos meilleurs vœux.

### MARIAGES

De Mlle Yvonne WATRIN, des employés d'Aniche avec Daniel HELLECQUE.

De Jean-Marie JUMEAU avec Mlle Ginette COMBES, de la section des employés de Lens.

De Chirpéric DAISNE avec Mlle Jeanne BESSOT, de la section des Employés de Lens.

De Paul BARATTE, des A.é.iers Contrats d'Aniche avec Mlle Thérèse MASEREZ.

Que ces jeunes foyers de travail, leurs veuillent bien trouver ici nos vives félicitations et l'expression de nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

### DECES

Nous apprenons avec peine les décès de :

Cyrille BOULANGER, grand-père de Marcel BOULANGER, des employés d'Aniche.

Madame HOULLER, mère de Marcel HOULLER, des employés du puits Vuillemin à Aniche.

Mathilde FOURNIER, grand-mère de René MORELLE, des employés d'Aniche.

Madame MOLLET, grand-mère de Jean MOLLET, des employés d'Aniche.

Madame Yve Emile FRANCOIS, née Marie COILLOT, mère de Charles FRANCOIS, des Employés de Courrières.

Madame Augustin SAUVAGE, née Octavie SAUVAGE, belle-mère de Jean DORE, des employés de Courrières.

Henri RYCKWAERT, père de Maurice RYCKWAERT, des ouvriers de la concession de Béthune.

Victor BEGHIN, père de André BEGHIN, de la section des employés de Bruay et beau-père de Oscar CAPOULE, militant section Bruay.

Aux familles éprouvées nous adressons l'expression de nos chrétiennes condoléances.

### Distinction

Notre camarade Zéphirin CABARET, Président de la Fédération de Bruay vient de recevoir la médaille de Bronze de la Mutualité Française. Cette distinction vient récompenser 34 années de vie militante mutualiste.

### Médaille du Travail

Nous sommes heureux d'apprendre que deux anciens militants de la section de Burburie, nos camarades Louis BODART et Alfred MARTIN, viennent de recevoir la Médaille du Travail.

## Chez les mineurs de l'Ouest

### Les élections aux Commissions Paritaires

Les élections aux Commissions Paritaires qui se sont déroulées le 15 Décembre dernier ont donné les résultats suivants :

Inscrits :	5.858
Votants :	4.578
Nuls :	236
C.G.T. :	2.112
F.O. :	1.171
C.F.T.C. :	48
C.G.C. :	14

A la Commission REGIONALE, nos camarades MORLONG et BOUGERES sont élus titulaires, FAUCHARD et DUPUY sont élus suppléants.

Dans les Commissions INTER-LOCALES, les élus de la C.F.T.C. se répartissent comme suit :

TRELAZE : 1 élu titulaire et un élu suppléant EMPLOYE.

NOYAT-LA-GRAVOYERE : 1 élu titulaire et 1 élu suppl. EMPLOYE.

1 élu titulaire et 1 élu suppléant OUVRIER.

RENAZE : 1 élu titulaire et 1 élu suppléant OUVRIER.

SEGRE : 1 élu titulaire et 1 élu suppléant dans chaque catégorie, OUVRIERS, EMPLOYES, A. E. T. S. DE MAITRISE.

COMMISSIONS SPECIALES E.T. A.M. :

SEGRE : Dans chacune des catégories, EMPLOYES, AGENTS DE MAITRISE, la C.F.T.C. compte 2 élus titulaires et 2 élus suppléants.

TRELAZE : Dans la catégorie EMPLOYES, la C.F.T.C. compte DEUX élus titulaires et DEUX élus suppléants.

Dans la catégorie AGENTS DE MAITRISE, elle obtient UN élu titulaire.

La Fédération Régionale des Mineurs de l'Ouest C.F.T.C. peut, à juste titre, considérer les résultats de ces élections comme satisfaisants pour elle. Les nouveaux jalons posés dernièrement nous permettent d'affirmer d'ores et déjà, que ses positions s'affermiront plus encore à l'occasion des consultations futures.

Elle remercie sincèrement tous ceux qui, à l'occasion des élections du 15 Novembre lui ont témoigné leur confiance et les assure du concours de ses représentants élus.

Pour la Fédération Régionale  
MORLONG — FAUCHARD

## Mines de Fer de l'Est

### Syndicalisme en péril ?

Nous voici entrés dans une nouvelle année. C'est le moment de se souhaiter des vœux mutuels de bonheur, de santé ou autres. C'est le moment aussi de renouveler les cartes syndicales !

Si, pour un certain nombre, le moment est choisi pour s'interroger et se demander si l'on est bien à sa place dans une organisation que l'on avait choisie précédemment, ou s'il ne serait pas préférable d'adhérer à telle autre organisation qui répond mieux à ses aspirations intimes ; pour un autre nombre plus important, trop important devrions-nous dire, on enregistre de la lassitude, du dégoût, une certaine désaffection pour le syndicalisme, en général et, pour tout dire, l'envie de «tout plaquer».

On nous cite, de source sûre, quelques mines de fer où le nombre des camarades «dégoutés» qui vont rejoindre la masse toujours croissante des non syndiqués devient si important, que certaines sections syndicales se sont retrouvées, du jour au lendemain, dans un état de maigre inquiétude.

Attention, camarades mineurs, pas si vite ! Réfléchissez un peu et ne prenez pas à la légère une décision aussi grave qui ne peut qu'affaiblir le mouvement syndical ouvrier et, par voie de conséquence, renforcer la position patronale qui n'en a certes pas besoin. Veut-on revenir à la triste situation d'avant

1936 ? Il n'y a qu'à continuer dans cette voie, ce sera vite fait.

Peut-être avez-vous certaines raisons de réagir ainsi. Trop souvent, c'est vrai on a mêlé syndicalisme et politique de parti. Ce mariage ne pouvait durer, et l'on a assisté, ces temps derniers, à des bouleversements et à des scissions qui nous ont conduit peu à peu à une situation qui subit le syndicalisme à l'heure actuelle.

La politique vous écœure, camarades, et vous avez raison ; mais, de grâce, ne restez pas inorganisés. Si vous avez été déçus, il est encore temps d'adhérer et de venir renforcer les rangs d'un véritable syndicalisme libre et indépendant.

Venez grossir les rangs de la C.F.T.C., entièrement libre de toute attache politique ou confessionnelle, entièrement libre également de toute attache confessionnelle, quoi qu'en disent nos détracteurs que notre fièvre étiquette de CHRETIENS fait hurler... ou rougir. Et ici, nous nous adressons plus particulièrement aux éléments catalogués comme «chrétiens». Si les principes chrétiens de la C.F.T.C. ont pu rallier la sympathie toujours plus grande et étendue des éléments les plus divers, à plus forte raison, ceux qui se disent chrétiens ONT LE DEVOIR de venir apporter leur pierre à l'édifice toujours plus vaste de la grande centrale syndicale chrétienne.

Victor BRASS